

Initiatives ministérielles

Mme Marlene Catterall (Ottawa-Ouest): Monsieur le Président, j'imagine que je ne dispose pas d'un temps illimité et je m'en tiendrai à la limite de temps normale.

Pendant que je me préparais à prendre la parole sur un projet de loi qui autorise l'emprunt de 24 milliards de dollars, je me suis demandée ce que nous allions faire de cet argent. Qu'allons-nous créer? J'ai tendance à penser en fonction de ce que nous créons pour nos enfants.

Je crois que ce pays, notre histoire, tout ce que nous avons réalisé, l'a été en pensant à l'avenir, en ayant constamment à l'esprit une vision de ce vers quoi nous allons, de ce que nous espérons accomplir et de notre place dans le monde. Cela a commencé il y a très longtemps, au moment de la Confédération, où nous caressions ce rêve fou et merveilleux de créer, avec une poignée de gens installés dans la partie orientale de la moitié nord du continent nord-américain, un pays qui s'étendrait un jour de l'Atlantique au Pacifique et jusqu'à l'océan Arctique.

Ce rêve semble peut-être irréalisable, mais des gens y ont cru et ont commencé à y investir. Ils savaient ce que cela pouvait représenter pour l'avenir. Ils voyaient l'étendue du continent qui recelait de vastes ressources, une très grande beauté naturelle et un énorme potentiel.

Nous avons investi dans un système de transport, puis dans un réseau de communication. Plus tard, nous avons commencé à investir dans un régime social afin que les gens qui vivent dans les différentes régions et éprouvent les divers climats de ce pays puissent avoir les mêmes possibilités et aient un même sentiment d'appartenance, car si différents et si éloignés les uns des autres que nous soyons, nous avons tous, comme nation, un but commun. Nous partageons un engagement commun: affronter l'avenir ensemble.

J'ai quitté l'école secondaire à un moment merveilleux. Tous ceux qui terminaient leurs études secondaires, qu'ils poursuivent leurs études à l'université ou décident de se lancer sur le marché du travail, n'avaient pas à se demander s'ils trouveraient un emploi et pourraient gagner leur vie. Le Canada offrait alors plein de possibilités.

Aujourd'hui, qu'est-ce que j'entends lorsque je parle à mes électeurs, lorsque je les écoute au téléphone, lorsque je me rends dans des réunions ou que je bavarde avec eux dans un centre commercial le samedi après-midi? Je constate qu'il y a de l'appréhension, du désespoir, du cynisme et de la colère. C'est la peur qui domine. On craint que notre pays n'ait plus aucun avenir; que nos enfants n'aient aucun débouché; que nous ne puissions

plus respirer dans un environnement qui devrait nous protéger; que nous ne puissions plus faire confiance à nos représentants élus et à nos dirigeants politiques; que nous ne puissions pas gérer judicieusement nos ressources pour que, pendant les 125 années à venir, les Canadiens puissent croire en l'avenir et croire à l'égalité, au partage ainsi qu'à l'épanouissement de tous leurs enfants, comme ils ont pu y croire pendant les 125 années qui sont derrière nous.

Ce budget, plus encore peut-être que tout autre, nourrit cette crainte, car il ne tient aucun compte des grandes préoccupations des Canadiens et des grands défis à relever au cours de la prochaine année. Il ne tient aucun compte du million et demi de Canadiens et plus qui sont au chômage, ni des deux millions et demi d'assistés sociaux, ni non plus des conjoints et des enfants de ceux qui ne peuvent trouver espoir et épanouissement dans un emploi dans notre société.

Je me suis entretenue avec des personnes âgées que j'ai rencontrées à mon bureau de circonscription en après-midi, vendredi dernier. Elles craignent, maintenant que le programme des coopératives d'habitation est terminé, que les logements coopératifs qu'elles se sont construits il y a cinq ou six ans soient privés de subventions. Elles ont peur ne pas avoir les moyens de rester dans les logements qu'elles ont construits grâce à ce programme.

Je constate que les dépenses au chapitre des logements sociaux vont être limitées à une augmentation qui sera peut-être inférieure au taux d'inflation. Les appréhensions de ces personnes qui craignent de ne pouvoir continuer à vivre dans les logements qu'elles ont construits sont peut-être fondées.

Je constate aussi qu'on emploie des termes qui ne décrivent pas la situation avec exactitude. Il y a de la duplicité dans ce budget, je ne trouve pas d'autre mot. Les gens s'inquiètent de l'environnement, et le gouvernement sait que c'est une des grandes préoccupations des Canadiens. Il sait, en outre, que, sur le plan économique, c'est un des grands domaines où le Canada pourrait jouer un rôle de chef de file sur la scène internationale. Le Plan vert devait être la grande contribution du gouvernement à l'environnement. Or, voilà que le gouvernement vient de décider de réviser les dépenses dans ce domaine. Il est possible de réviser soit à la hausse soit à la baisse. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas eu l'honnêteté de dire qu'il n'investit pas dans le Plan vert parce qu'il n'y croit pas, que c'était simplement un petit jeu de relations